

CONTRAT

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES D'INSERTION PROFESSIONNELLE
DE PRESTATIONS DE TYPE LEVER LES FREINS PSYCHOLOGIQUES À L'EMPLOI
AUPRES DES DEMANDEURS D'EMPLOI
DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
PROCÉDURE PRÉVUE À L'ARTICLE R.123-1 3° DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A - Identité des parties

Le présent marché public est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif, représenté par son directeur régional
Monsieur Stéphane BAILLY, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 41 Avenue
Françoise Giroud CS 37869 - 21078 Dijon CEDEX

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, numéros de téléphone et de télécopie et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du ou des marchés publics.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en tant que candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

B – répartition de l'exécution des prestations en cas de groupement conjoint

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées	Montant en € HT
Lot n°1 : lever les freins psychologiques à l'emploi – Départements Côte d'Or (21) et Saône-et-Loire (71)		
Lot n°2 : lever les freins psychologiques à l'emploi – Départements du Doubs (25), Jura (39), Haute-Saône (70) et Territoire de Belfort (90)		

C - Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du ou des marchés publics sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique et conformément aux dispositions de l'article 10.1.1 du Contrat, les comptes bancaires dont les relevés BIC IBAN sont joints.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

D - Décision de France Travail *(rubrique réservée à France Travail)*

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

☐ l'ensemble des lots de la consultation

☐ le ou les lots suivants de la consultation :

☐ Lot n°1 : Image de soi – Départements Côte d'Or (21) et Saône-et-Loire (71)

☐ Lot n°2 : Image de soi – Départements du Doubs (25), Jura (39), Haute-Saône (70) et Territoire de Belfort (90)

E - Notification du marché public *(rubrique réservée à France Travail)*

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

☐ en mains propres

Fait à, le

Signature du représentant du
Titulaire :

☐ par courrier recommandé avec demande d'avis de
réception

Agrafer sur cette page l'avis de réception postale.

DISPOSITIONS GENERALES

PREAMBULE

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1^{er} janvier 2024. Cette transformation, qui n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail assure également un certain nombre de missions pour le compte du réseau pour l'emploi.

France Travail est composé de 18 directions régionales.

1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre auprès des demandeurs d'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté de prestations de services d'insertion professionnelle de type « lever les freins psychologiques à l'emploi », telles que ces prestations sont décrites au présent Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable.

Il est conclu dans le cadre de chacun des lots désignés à la rubrique D des dispositions particulières du présent Contrat, et définis à l'annexe I au présent Contrat.

L'allotissement géographique du marché s'entend par référence à plusieurs départements.

2. FORME ET QUANTITES DU MARCHE

2.1. Forme, quantité minimum et modalités de computation

Le présent marché est exécuté par émission de commandes conformément aux dispositions des articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique. Il est conclu avec un unique Titulaire et avec un minimum et un maximum en quantité, définis

en nombre de prestations à prendre en charge. Ces minimum et maximum sont fixées à l'annexe I pour la première période contractuelle d'exécution du marché.

Pour les périodes contractuelles suivantes d'exécution du marché, le nombre minimum de prestations à prendre en charge et le nombre maximum de prestations susceptibles d'être prises en charge sont indiquées dans la décision de reconduction notifiée au Titulaire dans les conditions énoncées à l'article III. Le taux de variation, à la hausse comme à la baisse, de ces nombres minimum et maximum est au plus égal, pour la deuxième période contractuelle, à 30% par rapport aux nombres minimum et maximum définis pour la première période. Pour chaque période contractuelle d'exécution du marché, le rapport entre le minimum et le maximum est constant.

Le Titulaire est engagé à hauteur du nombre maximum de prestations susceptibles d'être prises en charge, France Travail à hauteur du nombre minimum de prestations à prendre en charge.

Seules les prestations pour lesquelles la commande n'a pas fait l'objet d'une annulation dans les conditions fixées à l'article 9.2 et seuls les bénéficiaires signant effectivement la feuille d'émargement à l'issue de la prestation sont pris en compte dans la computation des quantités maximales définies au présent article.

2.2. Indemnisation en cas de non-atteinte de la quantité minimum

Dans le cas où le nombre minimum de prestations (sessions) à prendre en charge n'est pas atteint à l'échéance du marché, le préjudice subi par le Titulaire est indemnisé par France Travail, sur demande du Titulaire adressée par courrier recommandé avec avis de réception postale qui, après vérification par France Travail dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, donne lieu à l'émission d'une facture. L'entier préjudice est réputé réparé par le versement de dommages et intérêts d'un montant établi selon la formule $DI = 10\% [(PP) / N_{réel}] \times (N_{min} - N_{réel})$, dans laquelle :

DI = montant des dommages et intérêts

PP = total des sommes versées au Titulaire depuis la date de prise d'effet du marché

N_{min} = nombre minimum de prestations (sessions) à prendre en charge pour la première période contractuelle d'exécution du marché auquel s'ajoute, en cas de reconduction, le nombre minimum de prestations (sessions) à prendre en charge pour la ou les périodes de reconduction

$N_{réel}$ = nombre de prestations effectivement pris en charge par le Titulaire depuis la date de prise d'effet du marché

En cas de résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 11, le nombre minimum de prestations (sessions) à prendre en charge (N_{min}) est rapporté au nombre de mois écoulés entre la date de prise d'effet du marché et la date de prise d'effet de la résiliation. En cas de résiliation aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 11.1, France Travail n'est redevable d'aucune indemnité en cas de non-atteinte du nombre minimum de prestations (sessions) (N_{min}) à prendre en charge.

Le total des sommes versées au Titulaire depuis la date de prise d'effet du marché (PP) est arrêté neuf mois calendaires après la date d'échéance du marché. Le Titulaire a la possibilité d'adresser sa demande d'indemnisation dès l'échéance du marché. En ce cas, le premier versement, prenant en compte le total des sommes versées depuis la date de prise d'effet du marché jusqu'à la date de la demande, est complété d'un second versement, prenant en compte les sommes versées entre la date de la demande et le neuvième mois suivant l'échéance du marché. Le Titulaire est informé qu'il n'est en revanche pas en droit de réclamer cette indemnité avant l'échéance du marché, par exemple à l'issue d'une période contractuelle en cas de reconduction.

L'indemnisation prévue au présent article constitue une clause pénale au sens de l'article 1231-5 du code civil. Elle est exclusive de toute possibilité pour le Titulaire de réclamer par voie contentieuse la réparation d'un quelconque préjudice du fait de la non-atteinte du nombre minimum de prestations (sessions) à prendre en charge au titre du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la demande d'indemnisation, puis la facture, sont émises par le seul mandataire et donnent lieu à paiement auprès du seul mandataire.

3. DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION

Sous réserve des dispositions de l'article 11.1 du contrat, le présent marché est conclu à compter de la date de notification pour une période ferme courant jusqu'au **31 mai 2027**, puis reconductible expressément trois fois pour une période de 12 mois. La date de prise d'effet du marché est fixée au **1^{er} juin 2026**.

A titre purement informatif, la date prévisionnelle de notification est le **07/05/2026**. Le délai entre la date de notification du marché et la date de sa prise d'effet est consacré à la vérification des *curriculum vitae* dans les conditions fixées à l'article 7, à, le cas échéant, la visite par France Travail des locaux affectés à l'exécution du marché selon les modalités prévues à l'article 8.1.1.3, à la désignation des référents opérationnels mentionnés à l'article 8.

Les prestations (sessions) sont effectivement pris en charge au titre du marché à compter de la date de prise d'effet du marché.

Aux fins de reconduction, France Travail se prononce au moins un mois calendaire avant l'échéance de la première période contractuelle d'exécution du marché, en prenant notamment en compte :

- le taux de demandeurs d'emploi ayant abandonné en cours de prestation ;
- le nombre de sessions de prestations réalisées ;
- les résultats du contrôle qualité prévu à l'article 8.5 ;
- le cas échéant, les pénalités appliquées, les mises en demeure adressées et le résultat des plans d'action consécutifs ;
- le taux d'accès à l'emploi des bénéficiaires de la prestation

Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant renoncé à la reconduction.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le Contrat ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ;
- le Bordereau des prix ;
- la Proposition technique du Titulaire comprenant sa Proposition méthodologique et relative aux moyens et locaux et aux dispositions environnementales ;
- la ou les Demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement

Les avenants le cas échéant conclus et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES ET OBLIGATIONS

5.1. Description des prestations attendues

Le prestataire est chargé d'accompagner le bénéficiaire dans une démarche visant à lever les freins à l'emploi des bénéficiaires qui souffrent d'un problème d'estime de soi ou qui ont subi un traumatisme d'origine professionnel.

Les prestations attendues au titre du marché sont les suivantes :

Pour les lot 1, et 2 - Lever les freins psychologiques à l'emploi

Atelier « Rebondir après un traumatisme » :

Le prestataire est chargé d'accompagner le bénéficiaire dans la compréhension de ses émotions et de ses réactions suite à un licenciement, à un handicap soudain, ou à un autre traumatisme lié à l'emploi afin de le projeter dans un futur emploi.

Atelier « Estime de soi » :

Le prestataire est chargé d'accompagner le bénéficiaire dans la compréhension de la confiance en soi au travail, de l'augmenter, d'exprimer ses qualités au travail, et dans la projection d'un futur emploi.

Pour ces prestations, les objectifs, la durée, le public concerné, les étapes de la prestation, les livrables, ainsi que les délais de réalisation figurent dans le CCFT.

6. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1. Prestations de formation professionnelle continue et déclaration d'activité

Les prestations objet du marché constituent des actions concourant au développement des compétences, au sens des articles L.6311-1 et L.6313-1 du code du travail. Le Titulaire se conforme en conséquence aux dispositions légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder à la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail auprès du préfet de région territorialement compétent. Dans le cas où, à la date de remise du Dossier de réponse dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, le Titulaire, un membre du groupement d'opérateurs économiques Titulaire ou un sous-traitant proposé pour l'exécution du marché, est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R.6351-6 du code du travail, ce numéro est reporté dans les dispositions particulières du Contrat s'agissant du Titulaire et de chaque membre concerné du groupement et à la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ce sous la forme : « enregistré sous le numéro XX auprès du préfet de région de (à compléter) ».

Sans préjudice des dispositions de l'article 11.1, le Titulaire informe France Travail par tout moyen, du refus, de la caducité ou de l'annulation de l'enregistrement prévu à l'article L.6351-1 du code du travail, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date de la décision ou de sa notification.

Les prestations d'action de formation professionnelle doivent être exclusivement délivrées par des entreprises **agréées organismes de formation**, qui, conformément à l'article L.6316-1 du code du travail, doivent être certifiées **QUALIOPI**.

6.2. Modalités d'émission et d'exécution des commandes

6.2.1. Modalités d'émission des commandes

Les prestations s'exécutent par bons de commande, selon les besoins.

L'ensemble des échanges nécessaires s'effectue via le portail dédié mentionné à l'article 8.6 du présent Contrat, selon les modalités décrites au présent article.

Sur la base de la planification mise en ligne par France Travail détaillant le nombre de sessions et les plages horaires disponibles sur chaque prestation, le calendrier des plages de rendez-vous est établi ; l'inscription des bénéficiaires et l'ouverture des sessions y apparaissent au fur et à mesure.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, chaque membre du groupement ou chaque sous-traitant recourt au portail dédié pour ce qui le concerne.

Au plus tard un jour franc avant la date la prestation, France Travail clôt la « liste des inscrits ». Celle-ci comprend le numéro du marché, le nom de la prestation, le numéro et date du bon de commande, la date et l'heure de réalisation de la prestation, les noms et identifiants des bénéficiaires, ainsi que le cas échéant leur numéro de téléphone et adresse électronique, le lieu d'exécution de la prestation. La mise en ligne de la « liste des inscrits » ainsi cloturée vaut commande de la prestation.

6.2.2. Modalités d'exécution des commandes

Au plus tard le surlendemain, entendu en jours ouvrables, du démarrage de la prestation, le Titulaire saisit *via* le portail mentionné à l'article 8.6, pour chaque bénéficiaire, s'il était présent et doit en conséquence être considéré comme effectivement pris en charge au titre du marché ou s'il était absent ou encore absent excusé ou s'il n'a pas adhéré.

France Travail se réserve le droit d'émettre des commandes à tout moment pendant la durée du marché. La durée d'exécution d'une commande est égale à la durée de la prestation commandée, telle que définie au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable. Le Titulaire est tenu d'exécuter les commandes dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que celles-ci lui ont été notifiées avant l'expiration de cette dernière.

France Travail se réserve le droit d'annuler à tout moment une commande, sous réserve d'en informer le Titulaire préalablement au démarrage de la prestation; cette annulation n'ouvre pas droit au paiement d'indemnités.

Sous cette réserve, chaque commande est impérative. En cas de difficultés prévisibles ou avérées dans l'exécution d'une commande, le Titulaire en avertit l'émetteur par tout moyen et prévient le bénéficiaire. Dans un délai maximum de 4 jours calendaires à compter du moment où il a eu connaissance de ces difficultés, le Titulaire présente par écrit, de manière détaillée et vérifiable, la nature de ces difficultés.

6.3. Personnels affectés à l'exécution des prestations

6.3.1. Dispositions générales

Sans préjudice des dispositions de l'article 11.1 du présent Contrat, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le

personnel affecté à l'exécution des prestations, y compris le cas échéant dans les locaux mis à la disposition du Titulaire par France Travail en application de l'article 8.1.1.5 du présent Contrat, demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché. Les intervenants affectés à l'exécution des prestations relèvent des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées par France Travail.

Le Titulaire est informé que, sauf maladie, accident de l'intervenant ou absence liée aux obligations des articles L.3141-17 et suivants du code du travail, l'affectation d'un même intervenant à l'exécution de la prestation auprès d'un même bénéficiaire est une condition déterminante de sa bonne fin.

Seuls les référents acceptés dans les conditions fixées à l'article 7 peuvent prendre part à l'exécution du marché. Les prérequis en termes de niveau minimum d'expérience, de connaissances techniques et de réseaux d'acteurs des référents affectés à l'exécution du marché sont précisés au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des intervenants affectés à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 8.3 du présent Contrat dans le cas où un entretien ou une session n'a pu avoir lieu du fait de l'absence d'un intervenant, ainsi que dans le cas où un intervenant a pris part à l'exécution du marché sans avoir été préalablement accepté par France Travail.

6.3.2 Engagement d'insertion professionnelle

6.3.2.1- Définition de l'engagement

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire s'engage à accueillir dans son entreprise pour une ou plusieurs immersions professionnelles en inscrivant son entreprise sur <https://immersion-facile.beta.gouv.fr/>.

Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 8.3, le Titulaire réserve à ces personnes le nombre d'heures d'immersion professionnelles défini à l'annexe I pour la période ferme d'exécution du marché et, en cas de reconduction, dans la décision de reconduction mentionnée à l'article III.

6.3.2.2 Modalité de contrôle de l'engagement

Afin de permettre à France Travail de s'assurer du respect par le Titulaire de son engagement d'insertion professionnelle, celui-ci adresse à France Travail une attestation sur l'honneur du nombre d'heures d'immersion réalisées au cours de chaque année par mail à innovationrso.21069@francetravail.fr.

Le Titulaire répond par ailleurs, dans les meilleurs délais, à toute sollicitation de France Travail concernant son engagement d'insertion professionnelle.

Le nombre d'heures à réaliser en période d'immersion professionnelle est indiqué à l'annexe I de ce contrat .

Le Titulaire transmet également à France Travail, annuellement, un mois avant la réunion du comité de pilotage correspondant, un bilan des actions mises en œuvre au titre de son engagement d'insertion professionnelle sur l'année écoulée.

Le Titulaire répond par ailleurs à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

7. ACCEPTATION PREALABLE DES INTERVENANTS

Dans un délai maximum de sept jours calendaires à compter de la notification du marché, le Titulaire transmet à France Travail les *curriculum vitae* détaillés des intervenants affectés à l'exécution du marché présentant les compétences exigées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et satisfaisant aux niveaux minimum de formation et d'expérience. France Travail dispose d'un délai maximum de quinze jours calendaires pour vérifier que les intervenants dont les *curriculum vitae* sont transmis satisfont à ces niveaux minimum et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus d'un intervenant. Le Titulaire est tenu de, dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de cette notification et sauf si le nombre d'intervenants est suffisant pour, malgré ce refus, répondre à la demande de planification de France Travail, de présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant satisfaisant aux niveaux minimum fixés.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire est également tenu d'informer France Travail de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations, en transmettant le *curriculum vitae* de ce nouvel intervenant par courriel. France Travail dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de sa réception pour vérifier que le nouvel intervenant dont le *curriculum vitae* est transmis présente les compétences exigées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus d'un intervenant. Le Titulaire est tenu de, dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de cette notification et sauf si le nombre d'intervenants est suffisant pour, malgré ce refus, répondre à la demande de planification de France Travail, présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que France Travail se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement d'un intervenant affecté à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de quinze jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant présentant les compétences exigées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable. France Travail dispose d'un délai de huit jours calendaires pour vérifier que le remplaçant dont le *curriculum vitae* est transmis présente les compétences exigées et notifier par courriel au Titulaire l'éventuel refus de

l'intervenant. Le Titulaire est tenu de, dans un délai maximum de cinq jours calendaires à compter de cette notification, présenter le *curriculum vitae* d'un nouvel intervenant présentant les compétences exigées.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

8. POURSUITE CONTINUE DES PRESTATIONS PAR UN MEME INTERVENANT

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que l'affectation d'un même intervenant à l'exécution d'une même prestation auprès d'un même bénéficiaire, ou d'une même session auprès d'un même groupe de bénéficiaires, est une condition déterminante de leur bonne fin.

A ce titre et sauf cas de force majeure, le Titulaire est tenu d'assurer la poursuite sans interruption d'une même prestation auprès d'un même bénéficiaire, ou d'une même session auprès d'un même groupe de bénéficiaires, par un même intervenant et prend toute disposition nécessaire à cet effet.

En cas de maladie, accident de l'intervenant ou absence liée aux obligations de l'article L. 3141-19 du code du travail, le bénéficiaire est pris en charge par un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; au retour de l'intervenant initial, le bénéficiaire est pris en charge par celui de l'intervenant initial ou du remplaçant qui a réalisé le plus d'entretiens individuels avec le bénéficiaire ou la majeure partie de la session avec le même groupe de bénéficiaires.

8.1. Lieux d'exécution des prestations

8.1.1. Locaux affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

8.1.1.1. Localisation, date d'affectation et engagements du Titulaire

Les adresses des lieux d'exécution des prestations dans les locaux proposés par le Titulaire ou mis à sa disposition par France Travail pour les prestations qui font l'objet du présent marché sont précisées en annexe 1. Chaque local constitue un lieu d'exécution obligatoire du lot auquel il est rattaché, qu'il s'agisse d'un local proposé par le Titulaire ou d'un local ou mis à sa disposition par France Travail. Les locaux mis à disposition par France Travail comprennent une salle de réunion équipée d'un vidéoprojecteur et/ou d'un paper-board et quand cela est possible d'une connexion internet et d'un bureau individuel réservé afin de mener des entretiens en face à face.

Le personnel affecté à l'exécution des prestations dans les locaux mis à la disposition du Titulaire par France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables à ces locaux.

8.1.1.2. Caractéristiques techniques des locaux

Les locaux affectés à l'exécution des prestations par le Titulaire satisfont à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment en matière de conditions d'hygiène et de sécurité pour l'accueil du public.

Ces locaux sont adaptés, en taille et en capacité, au nombre de prestations (sessions) à prendre en charge au titre du marché. Ils sont appropriés au contenu de la prestation tel que décrit au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et dans la Proposition technique du Titulaire. Ils comportent, selon la démarche méthodologique proposée, des salles de réunion et/ou bureaux de réception individuels, propres à garantir notamment la confidentialité des échanges, ainsi que l'ensemble des matériels mentionnés au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

8.1.1.3. Visite des locaux du Titulaire

France Travail se réserve le droit, dès la date de notification du marché ou, pour les locaux que le Titulaire s'est engagé dans sa Proposition technique à louer, faire mettre à sa disposition ou prendre possession à quelque titre que ce soit aux fins d'exécution du marché, dès leur affectation effective à l'exécution du marché, ainsi que à tout moment pendant la durée d'exécution du marché, de procéder ou faire procéder par un tiers mandaté à cet effet à la visite des locaux affectés à l'exécution des prestations. Ces visites ont pour objet de vérifier la conformité des locaux aux prescriptions du Contrat et du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), à la réglementation applicable et aux indications fournies par le Titulaire dans sa Proposition technique ou en cours d'exécution du marché dans les conditions fixées à l'article 8.1.1.4.1. France Travail n'est pas tenu d'en avertir préalablement le Titulaire.

En cas de constat d'une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, France Travail adresse au Titulaire, par courrier recommandé avec avis de réception postale dûment motivé, une mise en demeure de se conformer à ses obligations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum d'un mois calendaire à compter de la date de réception de ce courrier à peine d'application des pénalités prévues à l'article 8.3, soit faire procéder aux travaux nécessaires à la mise en conformité du lieu d'exécution considéré, soit louer, faire mettre à sa disposition ou prendre possession à quelque titre que ce soit d'un nouveau local présentant une capacité d'accueil, des conditions d'accessibilité et d'accueil au moins équivalentes à celles du local initialement affecté à l'exécution du marché et dans lequel des prestations peuvent immédiatement être exécutées à l'issue de ce délai d'un mois.

En cas de location, mise à disposition ou prise de possession à quelque titre que ce soit et au plus tard à l'issue du délai d'un mois précité, le Titulaire adresse à France Travail, par courriel, un descriptif du nouveau local proposé précisant ses adresse et coordonnées, les conditions d'accessibilité et d'accueil des bénéficiaires, ainsi que, le cas échéant, le nom du membre considéré du groupement ou sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées possesseur à quelque titre que ce soit du local. France Travail procède, dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de la réception du descriptif, à une visite du local.

En cas de travaux et au plus tard à l'issue du délai d'un mois précité, le Titulaire informe France Travail, par courriel, de l'achèvement des travaux. Dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de cette information, France Travail procède à une visite du local.

En cas de nouveau constat d'une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, le marché peut être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les conditions fixées à l'article 11.1.

Les visites par France Travail des locaux affectés par le Titulaire à l'exécution du marché peuvent en outre avoir pour objet de vérifier la conformité des moyens matériels et documentaires affectés à la réalisation des prestations aux prescriptions du Contrat et du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et aux indications fournies par le Titulaire dans sa Proposition technique ou en cours d'exécution du marché dans les conditions fixées à l'article 8.1.1.4.1. En cas de constat d'une ou plusieurs non-conformités, le Titulaire pourra être mis en demeure afin de lever ces écarts sous un délai d'un mois maximum.

8.1.1.4. Modifications en cours d'exécution du marché

8.1.1.4.1. Affectation d'un nouveau local à la demande du Titulaire

En cas d'affectation d'un nouveau local à l'exécution du marché, le Titulaire adresse par courriel à France Travail un descriptif du nouveau local proposé, précisant ses adresses et coordonnées, les conditions d'accessibilité et d'accueil des bénéficiaires, la date à laquelle le local est affecté à l'exécution du marché, ainsi que, le cas échéant, le nom du membre du groupement d'opérateurs économiques ou du sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées possesseur à quelque titre que ce soit du local.

Dans tous les cas où le nouveau local est proposé en remplacement d'un autre, les conditions d'accessibilité et d'accueil sont au moins équivalentes à celles présentées par celui initialement affecté à l'exécution du marché.

Ce descriptif est transmis à France Travail au plus tard quinze jours calendaires avant la date prévue pour l'affectation effective du local à l'exécution des prestations. France Travail se réserve la possibilité de procéder à une visite de ce local dans les conditions fixées à l'article 8.1.1.3.

8.1.1.5. Exécution de prestations dans des locaux mis à disposition par France Travail

Le Titulaire est également tenu de mettre en oeuvre des prestations dans les locaux mis à sa disposition par France Travail à la ou aux adresses mentionnées à l'annexe I.

Par dérogation aux dispositions de l'article 6 du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), ces locaux sont équipés des matériels suivants :

- Connexion internet
- vidéoprojecteur

Le personnel affecté à l'exécution des prestations dans les locaux mis à la disposition du Titulaire par France Travail se conforme au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables.

8.2. Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires des prestations

8.2.1. Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à :

- prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L.1132-1 du code du travail en matière de non-discrimination ;
- utiliser une méthodologie en lien direct avec la finalité de la prestation ;
- informer les bénéficiaires de la prestation des objectifs, modalités de mise en œuvre et de suivi de la prestation, ainsi que des modalités d'appréciation de ses résultats ;
- informer les bénéficiaires de la prestation de la transmission à France Travail des éléments nécessaires au suivi de l'exécution de la prestation et à l'appréciation de ses résultats, tels que mentionnés au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

8.2.2. Obligations déontologiques

Le Titulaire garantit France Travail contre une utilisation détournée de la prestation conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants ou une quelconque

acquisition. Dans le cas où, dans le cadre de la prestation, des services payants ou une quelconque acquisition apparaissent nécessaires, le bénéficiaire est clairement informé des conditions financières afférentes et le Titulaire s'engage à ne pas se placer en situation de conflit d'intérêts. Le Titulaire garantit notamment France Travail que les recommandations formulées par les intervenants au cours ou à l'issue de la prestation sont faites en toute indépendance et n'ont pas pour effet de prédéterminer, directement ou indirectement, la structure délivrant la prestation.

Le respect de ses dispositions est susceptible d'être contrôlé dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.8.5

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

8.2.3. Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires

En application des articles L.412-8 11° du code de la sécurité sociale, les bénéficiaires de la prestation sont couverts au titre du risque accident du travail et maladie professionnelle pour les accidents survenant du fait ou à l'occasion de celles-ci. Conformément aux dispositions de l'article D.412-94 du code de la sécurité sociale, le Titulaire informe France Travail, qui effectue les déclarations nécessaires, de la survenance et des circonstances d'un accident survenant à l'occasion de l'exécution d'une prestation, dans un délai maximum de 24 heures à compter de la survenance de l'accident.

8.2.4 Respect des principes de la République

Le Titulaire s'engage à respecter et faire respecter par son personnel les principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public. Il prend toute mesure à cet effet et veille en particulier à ce que son personnel s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses, traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Le respect de ces dispositions est susceptible d'être contrôlé dans le cadre du contrôle qualité prévu à l'article V.8.1.

8.3. Pénalités

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Sans préjudice des dispositions de l'article 11 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- A compter du premier jour calendaire de retard sur la livraison des livrables, d'une pénalité pour retard d'un montant de **20 euros par livrable et par jour de retard** ;
- en cas de non tenue d'une quelconque rencontre ou session du fait de l'absence d'un intervenant, **d'une pénalité de 200 Euros par rencontre ou session non tenue** ;
- en cas de participation à une prestation d'un intervenant non validé par France Travail, **d'une pénalité de 200 Euros** ;
- en cas de non-respect de la démarche méthodologique proposée par le Titulaire dans sa Proposition technique, **une pénalité de 200 €** par écart constaté et par session de prestation ;
- en cas de non-respect du nombre annuel d'heures de travail correspondant à l'engagement d'insertion professionnelle prévu à l'article 6.3.2.1 ou en l'absence de transmission des documents mentionnés à l'article 6.3.2.2, **d'une pénalité de 35 €** par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée .

L'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire.

8.4. Réception des livrables et pièces, vérification et admission des prestations.

Les livrables et les autres pièces justificatives du paiement du prix, mentionnés au présent Contrat et pour chaque prestation au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable, sont transmis *via* le portail dédié mentionné à l'article 8.6 du présent Contrat.

A peine d'application des pénalités mentionnées à l'article 8.3 du présent Contrat, les livrables mentionnés pour les prestations « Lever les freins psychologiques à l'emploi » sont transmis dans un délai maximum de cinq jours ouvrés à compter de la fin de la prestation.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des livrables aux spécifications du marché. Dans un premier temps, les opérations de vérification visent à s'assurer de la transmission effective et de la complétude du livrable. Le Titulaire est informé qu'en aucun cas il ne sera invité à compléter sa transmission. Dans un second temps, les opérations de vérification visent à s'assurer que le livrable transmis démontre l'exécution de la prestation conformément aux spécifications du marché et présente le degré de qualité attendu. France Travail dispose pour ce faire d'un délai de 90 jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du livrable. Dans le cas où il est constaté que le degré de qualité attendu n'est pas atteint ou une exécution incorrecte des prestations par rapport aux spécifications du marché, France Travail prononce soit une décision d'admission avec réfaction, soit une décision de rejet si la non qualité est telle qu'elle équivaut à une absence de livrable. Le montant de la réfaction est fixé forfaitairement à 20% du prix payé pour la prestation considérée conformément à l'article VI.2.2.

Les décisions de rejet ou d'admission avec réfaction mentionnées au précédent alinéa sont notifiées au Titulaire et donnent lieu à l'établissement d'un avoir.

Le silence gardé par France Travail dans le délai précité de 90 jours vaut admission du livrable considéré.

8.5. Suivi et contrôle du marché

Le contrôle qualité des prestations vise à s'assurer de leur réalisation conformément aux dispositions du marché, de leur performance et de la satisfaction des bénéficiaires par rapport à leurs modalités de réalisation. Il est mis en œuvre par France Travail sur la base :

- de la vérification des prestations prévue à l'article 8.4 ;
- des réclamations le cas échéant adressées à France Travail par des bénéficiaires ;
- sans que le Titulaire n'en soit obligatoirement averti au préalable, de contrôles sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins à cet effet et susceptibles de porter sur tout élément concourant à la réalisation des prestations. Le Titulaire est informé que France Travail (ou le tiers mandaté par ses soins) se réserve à ce titre la possibilité d'assister à des entretiens, à des actions du parcours mobilité avec les bénéficiaires ou d'accéder aux plateformes utilisées pour la réalisation des échanges en distanciel ;
- d'audits sur place réalisés par France Travail portant sur les procédures et critères de recrutement des intervenants, le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention de la lutte contre la fraude mentionné à l'article 10.3 et le pilotage de l'activité des membres du groupement d'opérateurs économiques et/ou des sous-traitants ;

Il s'appuie par ailleurs sur les indicateurs suivants établis par France Travail :

- nombre de bénéficiaires ayant adhéré ;
- taux d'adhésion (nombre de bénéficiaires ayant adhéré / nombre de bénéficiaires présents démarrage de la prestation) ;
- taux d'abandon ;
- nombre de réclamations adressées par des bénéficiaires ;

8.5.1. Réunion de lancement

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du Titulaire et de France Travail, est organisée par la direction régionale de France Travail dans les jours suivant la notification du marché. Cette réunion a pour objectif de fixer les modalités opérationnelles de lancement du marché et d'exécution des prestations. Le représentant du Titulaire y est accompagné des personnes ayant la connaissance technique et/ou chargées de l'exécution opérationnelle des prestations.

8.5.2. Référent opérationnel

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le Titulaire désigne un référent opérationnel concernant le suivi de l'exécution des prestations, la préparation et de l'animation des comités prévus à l'article 8.5.3. Il est l'interlocuteur du référent opérationnel également désigné par France Travail dans le même délai. En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, un référent opérationnel est également désigné par chaque membre du groupement ou sous-traitant.

8.5.3. Comité de pilotage

Une gouvernance est mise place au niveau régional ayant pour objet l'analyse de l'exécution du marché et, le cas échéant, la mise en oeuvre de plans d'actions correctifs partagés.

Dans ce cadre, un comité de pilotage est organisé au moins une fois par an sur demande de France Travail ou du Titulaire. Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement décide de sa représentation au comité de pilotage et peut être accompagné d'un ou plusieurs autres membres du groupement. En cas de sous-traitance, le Titulaire peut également être accompagné du ou des sous-traitants.

Le comité de pilotage permet le suivi du marché sur le plan quantitatif, qualitatif, administratif et financier et porte notamment sur :

- la bonne exécution du marché, en particulier :
 - le respect des dispositions du marché, y compris les dispositions applicables aux locaux, moyens
 - matériels et humain ;
 - le suivi des prescriptions (quantitatif et qualitatif) ;
 - la gestion administrative et financière du marché, notamment la programmation des rendez-vous;
 - le cas échéant, les difficultés de toute nature rencontrées dans l'exécution du marché;
 - le contrôle qualité des prestations dans les conditions mentionnées à l'article 8.5, y compris le suivi des indicateurs énumérés à ce même article.
 - La mise en œuvre de la clause environnementale (art 7 CCFT)
 - Le respect de la clause d'insertion sociale

Chaque comité de pilotage donne lieu à un relevé de décision, rédigé par France Travail.

8.6. Prest@ppli, portail informatique dédié à la gestion du marché

Un portail internet dédié mis en place par France Travail, dénommé Prest@ppli, est utilisé pour établir la « liste des inscrits », assurer le suivi de la présence des bénéficiaires et de la prestation et transmettre les livrables et, le cas échéant, les autres pièces justificatives de paiement.

Le Titulaire est en outre tenu de saisir directement sur le portail *a minima* les informations suivantes :

- pour chaque commande, la présence d'un bénéficiaire, ou son absence ;
- pour chaque bénéficiaire, le résultat de la prestation conformément aux dispositions du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable.

Sauf indisponibilité des systèmes d'information, le Titulaire est tenu d'utiliser ce portail pour la gestion du marché.

Le prérequis technique est le suivant : une connexion internet avec un navigateur Explorer 7 ou plus, Chrome ou Firefox 10 ou plus.

Le Titulaire est tenu de participer aux modules de présentation du portail et/ou des API et de conclure, à titre gratuit, le contrat d'adhésion détaillant les conditions d'accès et d'utilisation au portail et/ou la ou les conventions d'échange de données spécifiques à chaque API

8.7. Modifications des spécifications du marché par ordre de service

Le Titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés dans le cadre de l'exécution du marché. Ceux-ci sont exécutoires sans autres formalités dès leur notification et ne sauraient donner lieu à une modification des prix.

Notamment, il est expressément convenu que France Travail se réserve la possibilité, à tout moment pendant la durée du marché, de demander au Titulaire, sans impact financier pour lui :

- d'intégrer une solution d'émargement électronique des bénéficiaires mise à disposition par France Travail ;
- d'utiliser les outils de France Travail mis à disposition du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché ;
- d'exécuter les prestations au bénéfice de publics suivis par d'autres opérateurs participant au service public de l'emploi.

8.7.2 Modification par avenant

France Travail peut, à tout moment pendant la durée du marché, demander au Titulaire, avec un impact financier éventuel à la hausse ou à la baisse, des modifications portant sur :

- l'intensité de l'accompagnement, par l'ajout ou le retrait d'entretiens individuels et/ou la modification de leur durée ;
- le livrable « Livret de suivi-bilan » avec l'ajout, la suppression ou la modification d'un ou plusieurs contenus ;

l'augmentation du nombre maximum de bénéficiaires à prendre en charge, dans l'hypothèse où les prestations viendraient à être exécutées au bénéfice de publics suivis par d'autres opérateurs participant au service public de l'emploi

9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Précisions liminaires d'ordre fiscal

Les prestations objet du marché sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4°a) du code général des impôts et aux conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Le Titulaire reconnaît également être parfaitement informé de ce que, dès lors qu'elles exécutent des prestations dans le cadre d'un marché, les personnes morales de droit public et les associations sont réputées le faire aux mêmes conditions que les entreprises commerciales ; elles sont en conséquence exclues du bénéfice des articles 256B et 261.7 du code général des impôts et ne peuvent se prévaloir d'un non-assujettissement à la TVA du fait de leur statut juridique.

9.2. Prix et modalités de paiement

9.2.1. Forme des prix

Pour les prestations qui font l'objet du présent contrat , le marché est conclu au prix unitaire par session figurant au Bordereau des prix pour le lot considéré. Dans le cas où le Titulaire ne bénéficie pas de l'exonération de TVA prévue à l'article 261.4.4° a) du code général des impôts, ces prix incluent la TVA applicable ; la TVA est appliquée au taux légal au jour du fait générateur.

Ces prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les frais de déplacement des intervenants, frais d'acquisition de matériels, documentation et supports et frais de reproduction desdits supports ; la participation aux différents modules de présentation du portail dédié mentionné à l'article 8.6 du présent Contrat ; la totalité des frais de gestion, y compris le cas échéant les frais de représentation et de coordination du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques.

Le paiement du prix unitaire par session, figurant au bordereau des prix, est réalisé si la prestation a démarré au minimum avec 4 bénéficiaires présents et qui adhèrent à la prestation au premier jour de la prestation et se termine avec au moins deux bénéficiaires présents au dernier jour de la prestation quelque soit le nombre d'abandons en cours de prestation.

En-dessous de 4 bénéficiaires ayant adhéré à la prestation le premier jour, la prestation ne démarre pas et ne donne pas droit à paiement, ni à indemnité.

9.2.2. Révision des prix

Le prix est révisé tous les 12 mois à compter de la date de prise d'effet du marché, au plus tard un mois avant l'échéance, par application de la formule :

$P = P_0 \times (0,4 + 0,6 \times S/S_0)$, dans laquelle :

P = prix révisé

- P_0 = prix indiqué au Bordereau des prix pour le lot considéré
- S = dernier indice SYNTEC connu à la date de demande de révision, publié par la Fédération Syntec
- S_0 = indice SYNTEC de référence retenu à la date de notification ou lors de la dernière révision

Le prix révisé s'applique à toute commande émise à compter de la date de révision du prix.

9.3 Modalités de facturation

L'exécution des prestations donne lieu à l'établissement d'une unique facture par session de prestation.

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont libellées à l'ordre du directeur régional de France Travail et portent *a minima* les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, du membre du groupement ayant exécuté la prestation ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la commande ;
- les dates de début et de fin de la prestation ;
- le cas échéant, le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le montant total comprenant le cas échéant la TVA applicable ;
- les coordonnées bancaires du compte sur lequel les sommes sont à verser.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie le cas échéant au Titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture à la condition que le livrable et les autres pièces justificatives du paiement du prix aient été préalablement adressés à France Travail ; dans le cas contraire, le délai précité de trente jours court à compter de la réception du dernier document. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur

au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont transmises *via* le portail par chaque membre du groupement pour ce qui le concerne et sont visées par le mandataire du groupement, également *via* le portail, aux fins d'attester de leur conformité aux stipulations du marché. Le délai maximum de trente jours mentionné au précédent alinéa court à compter de ce visa si le livrable et les autres pièces justificatives du paiement du prix ont été préalablement adressés à France Travail. En cas de sous-traitance, les articles R.2193-10 à R.2193-15 du code de la commande publique s'appliquent.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le Titulaire en informe France Travail par courriel auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Le Titulaire s'engage à ne pas refacturer auprès d'un tiers les prestations commandées et payées par France Travail.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1. Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

10.1.1. Généralités

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché public de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique B des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché public. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché public ; toute communication ou notification au titre du marché public est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail. A ce titre également, le mandataire est réputé habilité par les autres membres du groupement à signer tout avenant au marché, quel que soit son objet.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché public.

10.1.2. Défaillance d'un membre d'un groupement

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de trois jours calendaires à compter de la date à laquelle il a connaissance de la défaillance d'un membre du groupement pour informer France Travail de cette défaillance et de son motif.

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement en cours d'exécution du marché, entendue comme la liquidation judiciaire de l'opérateur économique au sens des articles L. 641-1 et suivants du code de commerce ou le manquement de cet opérateur à ses obligations contractuelles, le mandataire du groupement a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article 10.2 du présent Contrat ou la substitution au membre défaillant d'un autre opérateur économique disposant de la capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché. Dans ce dernier cas, le mandataire du groupement transmet à France Travail, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, une demande de substitution du membre défaillant, indiquant les raisons ou dénomination sociale, adresse et coordonnées complètes du membre proposé en substitution. Sont jointes, datées et signées par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence à cet effet, les déclarations sur l'honneur relatives à la capacité juridique du membre proposé en substitution à accéder à la commande publique⁽¹⁾ et à sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché ainsi que, dans le cas où le membre proposé en substitution est en redressement judiciaire au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché restant à courir, périodes de reconduction comprises. France Travail dispose d'un délai maximum de trois semaines calendaires pour faire connaître sa décision d'acceptation du membre proposé en substitution. L'acceptation prend la forme d'un avenant de transfert du marché, du groupement titulaire initial au nouveau groupement ainsi constitué. Le groupement titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'opérateur économique proposé en substitution n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant que l'avenant de transfert ne lui soit notifié.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire, telle que remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle

(¹) Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le membre proposé en substitution sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le membre proposé en substitution est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi, devenu France Travail, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du membre proposé en substitution qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

le marché a été conclu, assume les fonctions de mandataire. Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à, le cas échéant, la substitution d'un nouvel opérateur économique au mandataire défaillant dans les conditions définies au présent article, soit en qualité de membre non mandataire du groupement, soit en qualité de mandataire. Dans ce dernier cas, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire jusqu'à la notification de l'avenant de transfert correspondant.

10.2. Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché public, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

Le Titulaire transmet à France Travail une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants, en application de l'article 1^{er}-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

10.3. - Lutte contre la fraude et dispositif de contrôle

Le Titulaire est garant de la véracité des informations portées sur les livrables et de l'authenticité des pièces justificatives transmis dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de cette obligation et se porte fort du respect de cette obligation par son personnel. Le dispositif interne de contrôle de conformité et de prévention et de lutte contre la fraude dont il dispose peut être audité par France Travail à tout moment, notamment dans le cadre de contrôles sur place opérés par France Travail ou un tiers mandaté par ses soins à cet effet et dont le Titulaire n'est pas obligatoirement préalablement averti. Le Titulaire reconnaît être informé que, dans le cadre de la mise en œuvre de son propre dispositif de prévention et de lutte contre la fraude, France Travail est susceptible de solliciter des informations et vérifications complémentaires du Titulaire.

10.4. - Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers, y compris les bénéficiaires des prestations et y compris lorsque les prestations sont réalisées dans des locaux mis à sa disposition par France Travail. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

10.5. - Propriété intellectuelle

Le Titulaire demeure propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, notamment les outils, méthodes et savoir-faire, ainsi que la documentation, utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que ces éléments aient été mis au point ou développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché.

Sauf accord préalable écrit du Titulaire, France Travail ne dispose d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels le Titulaire détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant au Titulaire.

Le Titulaire garantit France Travail de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, le Titulaire prend les mesures propres à faire cesser le trouble et prêter assistance à France Travail, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'il

détient ou peut obtenir. Dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de sa notification, France Travail informe le Titulaire de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances du Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et l'appelle à la cause en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

10.6. - Protection des données personnelles

10.6.1. - Traitement de données personnelles mis en œuvre en qualité de sous-traitant

10.6.1.1. - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de France Travail, en qualité de sous-traitant au sens des articles 4 et 28 du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD), les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché pour les finalités et aux conditions décrites au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

France Travail et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement général sur la protection des données (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « loi informatique et libertés ».

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail à la notification du marché. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

10.6.1.2. - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données

- (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
 - mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;
 - dans le cas où il a recours à un sous-traitant dans les conditions prévues à l'article VII.2 ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
 - dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

De plus, le Titulaire apporte une attention particulière aux données personnelles figurant dans les zones de texte libre, notamment dans les livrables remis à France Travail, afin de n'y porter que des informations ayant un caractère objectif, c'est-à-dire dépourvues de jugement de valeur sur le ou les bénéficiaires. Ces informations ne peuvent en aucun cas faire apparaître des données sensibles telles que l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle, des données génétiques, des données biométriques visant à identifier une personne physique de manière unique, des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions ou aux mesures de sûreté connexes.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes. Il met en œuvre *a minima* les mesures techniques et organisationnelles définies à l'annexe II, dans les conditions décrites à cette annexe.

10.6.1.3. - Information des personnes concernées

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification et, dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail, par courriel, à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr. Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

10.6.1.4. - Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail, par courriel à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr, toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant le cas échéant à France Travail de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend *a minima* les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.
-

10.6.1.5. - Sort des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de 2 mois à compter de la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire informe France Travail de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de 8 jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

VII.6.2. - Autres traitements de données personnelles

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail. France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le

cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de 2 mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

10.7. - Lutte contre le travail illégal et exclusion des marchés publics

10.7.1. - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, à savoir :

- s'il est établi en France, les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois et un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou autre document listé au 2° même article du code du travail pour les Titulaires concernés) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail (5 000 €HT à la date de notification du marché).

En complément de ces obligations et sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut,

France Travail adresse, dans les 48 heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

10.7.2. - Exclusion des marchés publics

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

11. RESILIATION

11.1 Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié,

sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

1.1°) en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L.6351-1 et suivants du code du travail ;

1.2°) en cas de manquement aux obligations résultant des articles 8.2.2 et 10.3 ;

1.3°) en cas de contravention à la législation ou réglementation du travail, y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie, ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;

1.4°) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;

1.5°) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;

1.6°) lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;

1.7°) dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;

1.7°) lorsque le Titulaire refuse de donner accès à ses locaux et/ou fournir les justificatifs demandés dans le cadre d'un contrôle prévu à l'article 8.5 ;

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

2.1°) après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en

cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;

2.2°) s'agissant des locaux affectés par le Titulaire à l'exécution du marché, et sans nouvelle mise en demeure préalable, en cas de nouveau constat d'une ou plusieurs non-conformités majeures empêchant la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions habituellement pratiquées par la profession, dans les conditions fixées aux articles 8.1.1.3 et 8.1.1.4.1 ;

2.3°) lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure. Cette résiliation prend effet à l'expiration du sixième mois à compter de l'injonction de France Travail ;

2.4°) lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail du fait du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un soustraitant

direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;

2.5°) si le montant cumulé des pénalités prévues à l'article 8.3 excède 5000 €.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité. Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer lors de la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation. A défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation. Le Titulaire est informé que, selon les indications figurant dans la décision de résiliation, soit le Titulaire poursuit, jusqu'à leur terme et dans les conditions prévues par le marché, l'exécution des commandes transmises avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date de notification de la décision.

11.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que France Travail se réserve la possibilité d'émettre des commandes jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation.

12. LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail signataire du marché.

Annexe 1 – lots du marché

Numéros et intitulés des lots	Lieux d'intervention obligatoires	Adresse des locaux mis à disposition par France Travail	Nombre minimal de prestations (sessions) à prendre en charge pour la première période contractuelle d'exécution du marché	Nombre maximum de prestations (sessions) à prendre en charge pour la durée totale du marché	Nombre d'heures d'immersion professionnelle pour la période ferme d'exécution à réaliser au titre de l'engagement d'insertion sociale
Lot 1 Estime/Rebondir 21-71	Communauté d'agglomération Dijon Métropole Communauté d'agglomération le Grand Chalon / Chalon – Val de Bourgogne Communauté d'agglomération du Mâconnais - Val de Saône	AFT Montbard – Espace Colisée – 11 passage Georges Brassens - 21500 MONTBARD PR de Châtillon s/Seine –ZAC Actipôle – 214001 CHATILLON-SUR –SEINE CEDEX AFT du Creusot – 28, rue de Chanzy – 71200 LE CREUSOT AFT de Louhans – 4, promenade des Cordeliers – 71500 LOUHANS PR de Tournus – 7, avenue de la Résistance – 71700 TOURNUS	14	112	35

Lot 2 Estime/rebondir 25-39-70-90	Communauté d'agglomération du Grand Dole	AFT d'Arc les Gray, 1, avenue des Parcs, 70100 Arc Les Gray	20	160	70
	Espace communautaire Lons Agglomération	AFTde Lure, 32 rue René Dumont - 70200 Lure			
	Communauté d'agglomération du Grand Besançon	PR d'Héricourt, 33 i faubourg de Montbéliard - 70400 HERICOURT			
	Communauté d'Agglomération Belfortaine	AFT de Luxeuil-les-Bains, 1 rue Bourgeline, ZAC des 7 chevaux, 70300 Luxeuil les Bain			
		Point relais de Champagnole, 190 rue Alfred et Maurice Bouvet - 39300 Champagnole			
		AFT Saint-Claude, 20 rue de Bellefontaine, CS 80159, 39206 Saint-Claude Cedex			

ANNEXE II - OBLIGATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURITE

Conformément à l'article VII.6.1.2 du Contrat, le Titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles suivantes :

Processus à sécuriser	Mesures à mettre en œuvre	Niveaux d'exigence
Gestion des habilitations des utilisateurs des applications fournies par France Travail en cohérence avec l'activité réalisée	La vérification des habilitations doit être effectuée par le Titulaire tous les 6 mois.	Minimal
	Le Titulaire établit un procès-verbal de cette revue d'habilitation et le transmet à France Travail.	Avancé
Sécurisation des échanges entre le Titulaire et tout intervenant prenant part à l'exécution du marché	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil standard type 7zip.	Minimal
	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil qualifié par l'ANSSI (Primx zed! par exemple) ou par la mise à disposition de fichiers sur un portail avec authentification à deux facteurs.	Avancé
Stockage des données	Le Titulaire interdit à l'ensemble des intervenants prenant part à l'exécution du marché d'utiliser les offres publiques des plateformes de stockage non maîtrisées pour y transférer les données transmises par France Travail.	Minimal
Destruction des données personnelles	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché.	Minimal
	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché. Il établit un procès-verbal de destruction qu'il transmet à France Travail.	Avancé
Condition de détention du matériel informatique dans des locaux appropriés et sécurisés	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une armoire technique.	Minimal
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une salle technique avec contrôle d'accès.	Intermédiaire
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans un centre de données pour les serveurs soutenant la messagerie, les espaces de stockage partagé et l'Assistance Diagnostic.	Avancé
Utilisation de messageries électroniques accessibles via Internet	Le Titulaire met en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> une politique de mot de passe robuste (mot de passe de 8 caractères dont au moins une majuscule, une minuscule, un chiffre et un caractère spécial ou mot de passe de plus de 12 caractères) ; un mécanisme de protection contre les attaques par force brute (par exemple : temporisation d'accès au compte après plusieurs échecs ; nombre maximal de tentatives autorisées dans un délai donné ; mise en place d'un "Captcha" ; blocage du compte après 10 échecs assorti d'un mécanisme de déblocage choisi en fonction des risques d'usurpation d'identité et d'attaques ciblées par déni de service) ; 	Minimal

	<ul style="list-style-type: none"> un mécanisme d'oubli de mot de passe qui ne transfère pas le mot de passe mais fournit uniquement à l'utilisateur la possibilité de réinitialiser son mot de passe et donc d'en choisir un nouveau par lui-même. 	
	Le Titulaire utilise l'authentification à deux facteurs (2FA) sur deux supports différents.	Avancé
Configuration du Wifi	Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art. https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf avec un mode d'authentification WPA-PSK avec un mot de passe long (> 20 caractères)	Minimal
	Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art. https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf . Il doit configurer le point d'accès pour utiliser un chiffrement robuste (utilisation du mode WPA2 avec l'algorithme de chiffrement AES-CCMP).	Avancé
Moyens de protection de la connexion et navigation sur Internet	Le Titulaire doit disposer d'un pare-feu entrant sur la connexion internet et d'un pare-feu local sur les postes de travail.	Minimal
	Le Titulaire doit disposer d'un proxy web de sortie avec liste de blocage.	Avancé
Connaissance par le Titulaire de son système d'information	Le Titulaire réalise l'inventaire de l'ensemble de ses équipements, services, logiciels, données, traitements de données, accès et interconnexions vers l'extérieur et dispose d'une cartographie à jour de tous les systèmes.	Minimal
Protection de tous les terminaux	Le Titulaire dispose d'antivirus à jour des signatures sur tous les postes de travail.	Minimal
	Des dispositifs de détection et réponses aux terminaux (EDR) sont installés sur les postes de travail.	Intermédiaire
	Le Titulaire maîtrise également l'ensemble de sa flotte mobile via MDM (Mobile Device Management)	Avancé

Dès la notification du marché, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, *a minima*, l'ensemble des mesures minimales définies.

Six mois après la date de notification du marché, le Titulaire rend compte à France Travail de cette mise en œuvre en lui retournant, au format Excel, le questionnaire Cybersécurité remis lors de la réunion de lancement. Ce questionnaire permet de définir le type de mesures effectivement mises en œuvre (minimal, intermédiaire, avancé).

Un plan de progrès pourra être demandé suivant les résultats issus du questionnaire.